

29 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique économique du gouvernement, à Rodez le 29 mai 2013.

Messieurs les dirigeants de BOSCH,

Merci de mavoir permis de visiter cette belle entreprise. Merci de mavoir accueilli. Je salue les salariés, sans lesquels il ny aurait pas de production ici. Je veux vous dire combien jai été fier, comme président de la République, de constater quen France nous avons des sites industriels qui sont capables dêtre au niveau de lexcellence.

Je viens avec deux ministres : la ministre des Collectivités locales qui, ici, est chez elle £ le ministre du Travail qui est aussi chez lui, ici, puisque cest une usine. Je salue le président de la Région, le président du Département, les parlementaires, les élus, le maire de la commune, parce que les partenaires locaux sont indispensables à la réussite industrielle.

Vous pouvez vous poser cette question : pourquoi venir à Rodez ? Pourquoi venir, ici, non pas chez BOSCH, mais, comme lon ma dit « à la BOSCH », cest ça ? Dabord, parce que cest la première entreprise de votre département : 1 600 salariés. Lavenir de lentreprise, cest donc lavenir du département.

La seconde raison, cest parce que, ici, cest une entreprise allemande et lemployeur allemand le plus important de France. Demain, je vais rencontrer Madame MERKEL. Il était donc très important que je puisse lui montrer que lamitié franco-allemande, cest aussi lentreprise BOSCH qui en est le symbole.

Et puis, il y a une troisième raison à ma présence devant vous. Cest que vos représentants syndicaux et la direction de lentreprise avec votre accord ont été capables de conclure une négociation pour permettre à votre entreprise davoir, au moins pendant 5 ans, sans doute davantage, une visibilité, une clarté sur des engagements mutuels.

Ce nest jamais facile de conclure une telle discussion. Il y a des moments plus délicats que dautres. Il ma même été rapporté quil y a eu une grève dun jour et demi et qui sest bien passée. Cela fait partie, aussi, de la discussion, de la pression.

Pourquoi cest un bon accord ? Pas simplement parce que les partenaires sociaux lont signé, mais parce que cest un accord équilibré, parce que cest un compromis, parce quil permet à lentreprise dêtre plus compétitive encore et aux salariés dêtre mieux protégés.

Quest ce qui a fait que, à un moment, il y a eu la conclusion ? Dun côté, les dirigeants de lentreprise ont pris un engagement : 30 millions d'euros dinvestissement. Ce qui veut dire lamélioration encore du parc machine et la capacité de lentreprise à aller de lavant, à innover, à être en pointe. Cela, cétait ce qui pouvait rassurer les salariés.

Du côté des salariés, il y a eu cette acceptation de moduler le temps de travail en fonction de lactivité. Il y a eu un point qui a, sans doute, été le plus délicat : la modération salariale. Avec la promesse, si les choses vont mieux demain, davoir un « rattrapage ».

Et puis, il y a eu aussi ces départs à la retraite, ou plus exactement en pré-retraite, compensés trop peu pour certains, mais cétait déjà beaucoup pour lentreprise par des embauches de jeunes, préfigurant dailleurs le contrat de génération. Cest-à-dire lidée que, dans une même entreprise, il peut y avoir des salariés qui attendent la retraite et puis des jeunes qui rentrent avec un contrat à durée indéterminée, les premiers passant leur expérience aux seconds $\mathfrak L$ les seniors restant aussi longtemps quils le veulent dans lentreprise, et les jeunes pouvant enfin accéder à lemploi. Vous

avez, done certaine maniere, prengore le contrat de generation.

Pourquoi fallait-il faire cet accord ? Parce que nous avons un enjeu industriel. Vous devez, nous devons être les meilleurs, avec une compétition et une concurrence qui sont devenues maintenant mondiales avec les pays émergeants cela ne veut pas dire avoir les mêmes salaires, la même protection sociale quen Chine ou en Inde. Cela serait insupportable, inacceptable pour nous. Etre capables dinvestir plus que les autres. Etre mieux adaptés encore aux marchés sur lesquels vous êtes en compétition. Etre capables dêtre aussi mieux formés, cela va être lenjeu dune négociation qui va souvrir.

Des syndicats mont alerté là-dessus : comment faire pour que nous puissions attirer les jeunes pour venir travailler ici, en alternance ? Jai rencontré un certain nombre dentre vous qui êtes en apprentissage ou qui êtes venus, dabord en apprentissage, pour ensuite être salarié. Cela doit être notre devoir, notre obligation : attirer les jeunes, les mettre en situation de pouvoir occuper les emplois, les métiers de lindustrie

Nous avons aussi à préparer la filière automobile. Dans la conversation que javais avec vos représentants, il ma été posé la question du Diesel puisquici vous êtes dans une production qui est liée à ce carburant. Vous devez être les meilleurs et vous êtes déjà les meilleurs, pour quavec votre injecteur, il ny ait pas de particules qui puissent être nocives. Je vous assure que nous ferons en sorte que le Diesel ait toujours sa place à ces conditions-là. Sans quil soit besoin de bousculer la fiscalité.

Nous devons être les meilleurs disais-je, aussi dans la recherche, dans linnovation. Cest pourquoi il y a eu ce pacte de compétitivité et de croissance, suite au rapport GALLOIS, avec un crédit dimpôt. Cest-à-dire une baisse du coût du travail pour lentreprise et une marge qui peut donc être donnée à vos dirigeants, pour quils investissent davantage, quils embauchent davantage, quils exportent davantage. Ou quils recherchent davantage les produits de demain.

Nous avons aussi vocation à développer la filière automobile. Nous nous posons tous des questions. Il y a une diminution de la production, ces derniers mois ou ces dernières années. Il y a une récession qui sest installée en Europe et nous pouvons, dans le secteur automobile, en être les victimes.

Comment réagir ? Organiser la filière automobile, faire quentre les donneurs dordres, les producteurs automobiles et les sous-traitants, il puisse y avoir une coopération, une organisation et un soutien de l'Etat pour la structuration de cette filière. Tout à lheure, le dirigeant de BOSCH nous disait : mais il faut faire une politique industrielle européenne ! Nous rapprocher Français, Allemands et Européens pour travailler sur cette filière automobile, cest bien mon intention. Dans lidée que jai de la construction européenne, il y a bien sûr des disciplines budgétaires. On nous les rappelle. Nous respecterons nos engagements. Il y a des réformes à mener, parce que ce sont des réformes qui doivent nous permettre dêtre plus compétitifs. Il ny a dailleurs pas besoin de recommandations européennes, cest lévidence !

Et puis, il y a aussi dans ma conception de l'Europe, une politique industrielle, une politique énergétique, une politique qui nous met, nous l'Europe, première puissance économique du monde, en situation dêtre justement les meilleurs au monde. Il faut en finir avec limage que l'Europe renvoie dun continent en crise alors que partout ailleurs, aux Etats-Unis, en Chine, en Amérique latine, la croissance est là.

Nous devons donc, nous les Européens, une fois que nous avons réglé la crise financière cest déjà largement le cas , une fois que nous aurons réglé les questions budgétaires, nous mettre dans cette situation : être plus compétitifs sur le plan industriel avec des règles sociales qui doivent être communes à léchelle de l'Europe.

Voilà ce que jétais venu vous dire. Dabord, soyez fiers de ce qui se fait dans cette entreprise. Soyez conscients que laccord qui a été signé peut inspirer dautres entreprises partout en France. Soyez aussi fiers de la qualité de la négociation sociale. On dit souvent en France : les syndicats ne savent pas négocier. On pourrait dire : le patronat ne sait pas non plus négocier. Et que constate-t-on depuis au moins un an je ne vais pas plus loin, mais au moins depuis un an

? On a été capable de signer des accords sur le contrat de génération dont je parlais tout à lheure, dans un certain nombre de secteurs, sur le marché du travail ce qui paraissait impossible

comme votre accord à conclure!

Nous avons réussi parce que, quand il y a de la bonne volonté, quand il y va de lintérêt général, quand il y a aussi des contreparties aux sacrifices qui sont consentis, on trouve toujours un chemin. Je veux saluer le syndicalisme français. Celui qui signe des accords ici, tous les syndicats lont fait et même celui qui ne signe pas daccord mais qui se met autour de la table et cherche, de bonne foi, à trouver la solution. On a besoin de ce dialogue, on a besoin de cette concertation, de cet esprit-là.

Bien sûr, nous ne pensons pas tous la même chose. Cela serait terrible dailleurs. Ici, jespère que lon pense un peu plus la même chose quailleurs. Mais ce serait, pour la démocratie française, une situation épouvantable. Bien sûr, quil y a des intérêts contradictoires entre les dirigeants et les salariés. Mais, à un moment, nous sommes du même pays, nous avons la même volonté de dépasser ce qui nous sépare pour nous élever, pour nous-mêmes, pour nos enfants. Nous avons une haute idée de nous-mêmes et de la France. Nous sommes donc capables de dialoguer et de signer des accords.

Il y aura dautres discussions qui vont sengager dans les prochains mois, notamment sur un thème qui ma été, là-aussi, rappelé par les organisations syndicales : le thème des retraites. Parce que, même sil y a beaucoup de jeunes, dautres le sont moins. Et même ceux qui sont très jeunes pensent quand même à ce qui va se passer au terme de leur parcours professionnel. Nous devons assurer lavenir des retraites. Alors, cest vrai tous les cinq ou dix ans, on nous dit : on a fait la dernière réforme des retraites, il ny en aura plus. Et en fait, on constate quil faut y revenir. Si on ne fait rien, il y aura 20 milliards de déficit des régimes de retraite en 2020. Qui peut laccepter ? Cela voudrait dire que lon ne paye pas une partie des retraites ou que lon emprunte pour payer les retraites $\mathfrak L$ que lon transmette ce fardeau à nos enfants ou à nos petitsenfants. Personne ne peut laccepter.

Mais il doit y avoir des règles et ce sera lenjeu de la discussion avec les partenaires sociaux. Le patronat dira : je ne veux pas payer davantage parce quil y a le coût du travail. Les syndicats des salariés diront : nous ne voulons pas travailler plus parce quil y a déjà beaucoup de chômage. Alors, il faudra bien trouver le compromis.

Le compromis, ce sera de faire contribuer davantage un certain nombre de Français et ce sera aussi de demander que, lorsque lespérance de vie sallonge, nous puissions travailler plus longtemps. Mais à une condition : cest que lon tienne compte de la pénibilité des métiers, de ceux qui travaillent la nuit, de ceux qui ont des jours particulièrement difficiles et qui sont exposés aux intempéries. Cela correspond à une grande partie du monde ouvrier. Ce sera donc lobjet de la discussion et des choix qui seront faits.

Mais, aujourdhui, si nous nous rencontrons, cest parce quil y a eu un bel exemple. Et cest vous qui lavez donné. Lexemple dune belle entreprise, lexemple de beaux produits, lexemple dun savoir-faire excellent, lexemple dun bon accord, lexemple que lon est capable malgré ce qui peut nous séparer à un moment de nous trouver ensemble pour assurer lemploi, pour assurer lavenir dune industrie et dun territoire lAveyron, Midi-Pyrénées, grand territoire industriel et puis pour assurer aussi la capacité que la France a, de préparer son avenir. Il y a un moment, quand il y a beaucoup de mauvaises nouvelles il pleut tout le temps, au moins depuis un an vous allez voir : cela va se lever.

Merci.